

vieillesse pour les pensionnés et plusieurs autres qui vivent de revenus fixes et qui sont le plus durement touchés par l'inflation.

Bien que le budget apporte un peu de soulagement à la population de ma région et, bien entendu, de nos campagnes, la priorité pour ces gens, à mon avis, est une façon d'arrêter la montée en flèche du coût de la vie, ce qui ne peut s'accomplir que par le blocage des salaires et des prix qu'a proposé mon parti plus tôt au cours du présent débat. Dans les régions rurales du Canada, un très grand nombre de gens ne gagnent qu'un revenu faible et fixe. Ce sont donc eux qui éprouvent le plus de difficulté à boucler leur budget. Tel n'est pas le cas dans les grandes agglomérations urbaines où on paie les plus hauts salaires et où les grands syndicats peuvent exiger et obtenir pour leurs membres des salaires qui, naturellement, gonflent le coût des marchandises. Ce sont les moins fortunés parmi nous qui écopent.

Je suis heureux, monsieur l'Orateur, de voir la pension de sécurité de la vieillesse portée à \$100 par mois, mais je persiste à croire, et je sais que telle est l'opinion de mon parti, que cette pension devrait correspondre aux besoins. Selon moi, tous les allocataires de pension de vieillesse devraient toucher au bas mot \$110 par mois, avec la garantie que si le coût de la vie augmente, la pension augmentera automatiquement.

Notre pays comprend dix provinces, monsieur l'Orateur, et les vastes régions que sont le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest. Mais on peut aussi le diviser en deux catégories de régions: les nanties et les «défavorisées». Les régions nanties prolifèrent comme des cancers. Si la tendance actuelle persiste, d'ici l'an 2000 ou avant, il nous faudra redessiner la carte du Canada et supprimer les limites provinciales actuelles. La nouvelle carte comprendra des super-régions comme Toronto, Montréal, Winnipeg, Vancouver, Calgary et peut-être notre capitale, la ville d'Ottawa.

Une voix: Et Edmonton.

M. Darling: Bon. Donnez-leur le nom que vous voudrez, États-villes, super-villes ou provinces. Ces jungles d'asphalte concentrées contiendront 90 p. 100 de notre population et le même pourcentage, ou davantage, de nos richesses. L'autre région, ou province, comprendra tout le reste du pays et on pourrait l'appeler le Canada. Je dirai quelques mots de cette nouvelle répartition. Si nous avons encore le même nombre de députés à la Chambre, ces super-régions seront représentées par 238 députés et tout le reste du Canada par 27.

Il faut faire quelque chose, monsieur l'Orateur, pour garder les gens dans nos campagnes, dans nos petites villes et dans nos villages, pour mettre fin à cet exode vers les grands centres. Je l'ai déjà dit: nos premières priorités sont l'emploi, l'habitation et le contrôle de l'inflation. Dans nos campagnes aujourd'hui nos principales exportations et nos biens les plus précieux, ce sont nos jeunes. Nous payons pour les élever et les instruire, puis ils partent pour la grande bousculade des villes monstres. Ces dernières années, quelques villes ont eu des remords de conscience: elles veulent bien, en retour, nous envoyer leurs déchets. Cette évolution entraîne une baisse de population, une usage décroissant des services locaux et municipaux, l'érosion de l'assiette fiscale au niveau de la municipalité, un usage restreint des services scolaires. Il faut agir et enrayer le mal, fournir le moyen d'y vivre à tous ceux, et ils sont nombreux, qui veulent rester dans les régions où ils sont nés, où ils ont été élevés.

Le budget—M. Darling

Le pivot des régions rurales au Canada aujourd'hui, c'est le propriétaire de la petite entreprise qui a du mal à s'en tirer, à s'assurer une vie confortable et à payer les salaires et les autres nombreux frais élevés. Lui aussi est financièrement en mauvaise posture à certaines époques de l'année. Dans notre région en particulier où l'économie se porte bien durant la saison estivale, les mois difficiles de l'hiver engloutissent les profits et il doit emprunter de la banque, dans bien des cas, à des taux d'intérêt élevés. J'estime que l'on devrait mettre de faibles taux d'intérêt à la disposition de ces citoyens travailleurs et entrepreneurs qui fournissent la grande majorité des emplois dans les nombreux petits villages et petites villes répartis aux quatre coins de notre pays.

On a beaucoup parlé monsieur l'Orateur, au cours de la présente session du niveau élevé de l'eau dans les Grands lacs. Toute la limite ouest de ma circonscription donne sur la baie Georgienne et le niveau élevé de l'eau cause sûrement de graves problèmes aux nombreux exploitants d'entreprises touristiques et de navigation de plaisance de même qu'aux propriétaires de chalets. Ils ont subi des pertes financières considérables. J'espère que le gouvernement dispose d'assez de fonds pour parer aux situations d'urgence et verser une contribution appréciable, de concert avec la province d'Ontario.

Monsieur l'Orateur, je voudrais dire un mot au sujet du Programme des initiatives locales. Je sais que l'on est maintenant à court d'argent et qu'on refuse un grand nombre de demandes dont certaines étaient très valables. J'ai été longtemps membre d'un gouvernement municipal, et j'estime qu'on aurait dû donner la priorité aux demandes soumises par les gouvernements municipaux avant d'examiner les projets soumis par des particuliers ou par d'autres organismes; s'il restait de l'argent, on aurait pu le partager par la suite entre ces particuliers et organismes. Toute réflexion faite, je considère que ces fonctionnaires élus des municipalités connaissent infiniment mieux les besoins d'une région que n'importe quel particulier ou organisme. J'admets que de nombreuses demandes méritoires ont été approuvées.

• (2040)

J'espère que tous les députés qui représentent des circonscriptions côtières voudront maintenant m'écouter avec une attention particulière. Ils ont rendu la vie dure au ministre des Transports (M. Marchand) et l'ont harcelé pour qu'il dépose le document depuis longtemps attendu que nous connaissons sous le nom de rapport Darling. Le voici, monsieur l'Orateur. Je suis certain qu'ils en seront ravis.

Je ne voudrais pas manquer d'indiquer le plaisir que j'ai de faire partie d'une législature qui compte une si grande nombre de mes collègues du parti Progressiste Conservateur. Je voudrais en même temps présenter mes respects au premier ministre (M. Trudeau). De même que mes collègues, je trouve certes à redire à un grand nombre de ses politiques, mais l'esprit de notre système parlementaire exige que lorsqu'il parle, nous lui témoignions le respect qui est dû au premier ministre du Canada. Il est certain que je trouve à redire à la façon dont on l'a traité à maintes reprises.

Des voix: Bravo!

M. Darling: On a exprimé des doutes quant à la sagesse de supprimer la taxe de 11 p. 100 sur les matériaux de construction. Certains députés pensent que cette mesure ne soulagerait guère les familles à revenus modestes. Il est